The logo features the words "Aunis-Sud" in a stylized, handwritten-style font. The "Aunis" is on the top line and "Sud" is on the bottom line, with a small horizontal line separating them. The letters are dark and have a slightly irregular, artistic feel.Ma Communauté
de Communes**DECISION DU PRESIDENT N° 2023 D 25**

Ayant pour objet la nomination du régisseur titulaire et des mandataires suppléants de la régie de recettes des Piscines Communautaires Aunis Sud

Le Président de la Communauté de Communes Aunis Sud,

Vu la délibération du Conseil Communautaire 2020-07-09 du 16 juillet 2020 donnant délégation à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Aunis Sud comprenant notamment la délégation pour "*créer, modifier ou supprimer les régies comptables de recettes et d'avances*";

Vu le décret n° 2012.1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles R. 1617-1 à R. 1617-18, relatifs aux régies de recettes, régies d'avances et régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics ;

Vu l'instruction interministérielle 06-031 A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation et au fonctionnement des régies des collectivités territoriales ;

Vu l'ordonnance 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics

Vu la délibération 2018-11-20 du 20 novembre 2018 de la Communauté de Communes Aunis Sud relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel fixant les modalités d'attribution et montant de l'Indemnité de Fonctions de Sujétions et d'Expertise Régie, modifiée par les délibérations 2019-10-06 du 15 octobre 2019 et 2021-12-15 du 21 décembre 2021 ;

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005, relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics;

Vu la décision du Président 2023D20 du 20 mars 2023 de la Communauté de Communes Aunis Sud portant création d'une régie de recettes des **Piscines Communautaires Aunis Sud**

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 05/04/2023 ;

AR Prefecture
017-200041614-20230405-2023D25-DE Reçu le 06/04/2023
DECIDE

ARTICLE 1 : Madame Amandine BALLANGER, est nommée régisseur titulaire de la régie de recettes des **Piscines Communautaires Aunis Sud** avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

ARTICLE 2 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, le régisseur titulaire sera remplacé par **Monsieur Willy BERTHOMÉ** ou **Mme Lucille DESTRIGNEVILLE**, mandataires suppléants.

ARTICLE 3 : Madame Amandine BALLANGER percevra une Indemnité de Fonctions de Sujétions et d'Expertise Régie d'un montant de **160 €**.

ARTICLE 4 : Monsieur Willy BERTHOMÉ et Mme Lucille DESTRIGNEVILLE, mandataires suppléants, percevront l'Indemnité de Fonctions de Sujétions et d'Expertise Régie pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 5 : Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont, conformément à la réglementation en vigueur, responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués.

ARTICLE 6 : Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants ne doivent pas percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal. Ils doivent encaisser les produits selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie.

ARTICLE 7 : Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont tenus de présenter les registres comptables, les fonds et les formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

ARTICLE 8 : Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont tenus d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle 06-031 A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

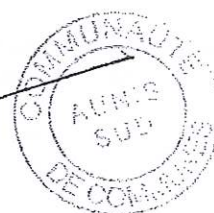
ARTICLE 9 : Madame le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes Aunis Sud est chargée de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera notifiée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Rochefort,
- Monsieur le Directeur du Service de Gestion Comptable de Ferrières d'Aunis

Fait à Surgères, le 05/04/2023

Le Président,

Jean GORIOUX



AR Prefecture

017-200041614-20230405-2023D25-DE
Reçu le 06/04/2023

Fait à Surgères,

Le 6 Avril 2023

Le Régisseur titulaire

(mention manuscrite « vu pour acceptation »)

Vu pour acceptation

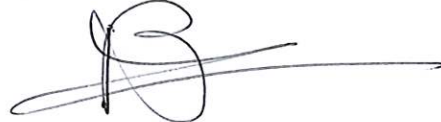
Amandine BALLANGER



Les mandataires suppléants

Vu pour acceptation

Willy BERTHOMÉ



Lucille DESTRIGNEVILLE



Télétransmission de la décision en préfecture.

sous le numéro : 017-200041614-20230405-2023D25-DE

le : 06/04/2023

Date de publication sur le site internet de la Communauté de Communes Aunis Sud :

27 AVR. 2023

Auteur de l'acte : Jean GORIOUX Président de la Communauté de Communes Aunis Sud

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication et/ou la notification. Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. La décision peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Président dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.

